

POURSUITES INVESTISSEUR- ÉTAT: UNE VRAIE MINE D'OR

Une multinationale minière canadienne contraint les roumains à accepter la mine d'or toxique de Roșia Montană

La multinationale minière canadienne *Gabriel Resources* a décidé d'avoir recours à une plainte investisseur-État pour faire accepter sa mine d'or et d'argent, non seulement toxique mais illégale, dans le village roumain historique de Roșia Montană. Le projet s'est heurté à une forte résistance de la part des populations locales, et a été suspendu après que les tribunaux roumains aient découvert que *Gabriel Resources* avait obtenu illégalement plusieurs permis requis pour exploiter la mine. D'autres permis n'ont même jamais été délivrés, parce que l'entreprise n'a pas soumis toutes les données nécessaires. *Gabriel Resources* utilise désormais une porte de sortie "légale" et porte plainte contre la Roumanie auprès d'un tribunal international pour les investissements. Elle demande plusieurs millions en compensation du défaut présumé de délivrance de permis de la part de l'État roumain. Or, cet argent proviendra directement des contribuables, en compensation du défaut présumé de délivrance de permis de la part de l'État roumain. Cette plainte laisse entrevoir le nombre effrayant de plaintes qui pourraient frapper l'UE et ses États membres si des accords commerciaux comme l'accord UE-Canada, le CETA, entraient en vigueur.



Sept églises seraient détruites si le projet de mine d'or se développait comme Gabriel Resources le souhaite.
Photo: Sebastian Florian

Photo de couverture: Daniel Vrabioiu

Ces 16 dernières années, les habitants de Roşia Montană, en Roumanie, se sont battus contre un projet minier estimé à plusieurs milliards de dollars, qui aurait pu détruire leurs habitations et leur environnement. Rejoints par les villages voisins, par des environnementalistes, des étudiants, des prêtres, des chercheurs et des citoyens de tous horizons, “Sauvons Roşia Montană!” est devenu ce qui était alors le mouvement populaire le plus important depuis la révolution de 1989 en Roumanie. Dans une démonstration remarquable du pouvoir populaire, ce mouvement a réussi à arrêter ce projet minier. Mais l'actionnaire majoritaire de ce projet, le groupe canadien Gabriel Resources, se sert désormais d'un système légal parallèle pour les investisseurs étrangers afin d'exiger que les roumains payent l'équivalent de 2% de la valeur globale de leur économie en compensation pour leur perte de profits. Par ailleurs, les frais juridiques de la compagnie minière sont assurés financièrement par un fonds spéculatif basé à Wall Street en échange d'un partage du butin en cas de succès de la plainte.

Si elle est autorisée, la mine Roşia Montană deviendrait la plus grande mine d'or et d'argent à ciel ouvert d'Europe, ce qui impliquerait une quantité considérable de roche dynamitée et traitée. Pour extraire l'or de la pierre, il faudrait utiliser chaque année 12 à 15 millions de kilogrammes de cyanure, un produit chimique toxique, qui seraient ensuite déversés dans l'environnement¹. Le Parlement européen a appelé à interdire le cyanure dans les activités minières, faisant remarquer “que plus de trente accidents majeurs associés à des déversements de cyanure se sont produits de par le monde ces vingt-cinq dernières années”, et “ considérant que rien n'exclut que de tels accidents ne se reproduisent pas”².

Le développement de la mine de Roşia Montană représente une grave menace environnementale pour toute la région.

Le Parlement européen dans sa résolution de 2004 sur l'accession de la Roumanie à l'UE⁵.

L'un des pires désastres environnementaux qu'ait connu l'Europe depuis la catastrophe nucléaire de Chernobyl s'est produit en 2000 près de Baia Mare, en Roumanie, où un barrage retenant des rejets d'une mine d'or contenant de l'eau contaminée au cyanure a cédé. L'eau contaminée s'est répandue sur les terres agricoles et dans les rivières, tuant des tonnes de poissons, empoisonnant les ressources en eau potable

de 2,5 millions de personnes en Roumanie et dans les pays voisins³. La décharge que *Gabriel Resources* a proposé pour la mine Roşia Montană serait 130 fois plus grande que celle de Baia Mare.⁴

UNE BOMBE ÉCOLOGIQUE, SOCIALE ET CULTURELLE

La résistance à la mine de Roşia Montană n'est pas uniquement fondée sur l'expérience désastreuse des déversements de cyanure de Baia Mare. Les résidents redoutent également les effets de long terme des écoulements de cyanure sur la santé, les nuisances sonores, la poussière, ainsi que le traumatisme résultant du déplacement de communautés entières de leurs maisons, espaces publics, églises, cimetières et forêts. Les études d'impact sur l'économie locale et sur les dynamiques sociales de la communauté sont souvent négatives⁶. Aujourd'hui déjà, Roşia Montană est déchiré entre ceux qui ont choisi d'accepter l'argent proposé par *Gabriel Resources* et d'être réinstallés dans les environs, et ceux qui continuent à se battre contre la mine. Comme l'a formulé un des villageois: “Ils nous divisent. Il est arrivé que des frères ne s'entendent plus, de même que des enfants avec leurs parents.”⁷

La destruction de la communauté de Roșia Montană, dont l'histoire remonte à plus de 2000 ans, par le déplacement de la population, la destruction des maisons (y compris des monuments historiques) et des églises, ainsi que le déplacement des cimetières est inacceptable, et rappelle une époque que tout le monde pense être révolue.

Académie roumaine des Sciences¹⁰

Roșia Montană abrite également diverses demeures et églises du 18^{ème} et 19^{ème} siècles, ainsi que d'anciennes galeries de mines d'or vieilles de 2000 ans, datant de l'Empire romain et peut-être même d'époques antérieures⁹. La communauté entière et son patrimoine sont classés dans la liste officielle des monuments historiques d'importance nationale en Roumanie⁹. Ce joyau historique mondial n'a pas de prix, et serait détruit si le projet de mine se développait comme le souhaite *Gabriel Resources*.



Village abandonné de Geamana près de Roșia Montană, inondé par des eaux empoisonnées venant d'une mine de cuivre. Est-ce que Roșia Montană subira le même sort?
Photo: Sergiu Bacioiu

ENCADRÉ 1:

Les sales chiffres de la mine de Roșia Montană¹¹

- **4** montagnes seront détruites par dynamitage
- **10 tonnes** de dynamite seront utilisées chaque jour pour faire exploser la roche, menaçant de nombreuses constructions dans les environs.
- **3** beaux villages seront détruits
- **975** maisons et églises seront détruites, dont **42** sont considérées comme des sites du patrimoine national
- Environ **2000** personnes seront déplacées
- Pendant les 16 années d'exploitation de la mine, **240 000 tonnes** de cyanure seront utilisées, l'équivalent de 600 000 000 000 de doses mortelles pour un adulte!
- Environ **130** kilogrammes de cyanure seront relâchés dans l'atmosphère chaque jour d'exploitation de la mine
- La mine laissera derrière elle un bassin contenant les déchets des métaux lourds et cyanure dilués dans une eau contaminée, dont la surface équivaut à **420** terrains de football.
- Les moyens d'existence de **6000** personnes vivant en aval du lac de déchets seraient menacés.

LE POUVOIR AU PEUPLE

En 2013, les inquiétudes concernant les impacts désastreux de la mine de Roșia Montană sur l'environnement, l'économie locale et l'héritage culturel ont enflammé ce qui était alors le plus fort mouvement de contestation en Roumanie depuis la fin de sa période communiste. Pendant des semaines, des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues à travers tout le pays, et même parmi la diaspora, pour s'opposer à la mine et à la loi que le gouvernement alors dirigé par le Premier ministre Victor Ponta avait discrètement fait adopter pendant l'été. Cette loi aurait permis au projet de mine d'avancer plus vite, en assurant à ses promoteurs des pouvoirs démesurés tels que le droit de forcer les opposants vivant dans les environs de la mine à



À travers la Roumanie, des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue en Septembre 2013 pour "Sauver Roșia Montană"
Photo: Laura Muresan

quitter leurs maisons, le droit de ne pas se soumettre à certaines procédures d'attribution de permis, et de ré-émettre automatiquement les permis qui avaient précédemment été annulés par les cours de justice. Cette loi "Roșia Montană" a été critiquée pour être profondément inconstitutionnelle, et pour représenter une violation du droit de l'UE et du droit international¹².

Le pays entier était mobilisé pour protester et nous soutenir: dans toutes les régions et villes, les gens sont descendus dans la rue.

Niculina Jefelea, résidente de Roșia Montană¹⁵

Les opposants ont également demandé une interdiction nationale d'utilisation du cyanure dans les mines, ainsi que la reconnaissance par le gouvernement du statut de patrimoine national de l'UNESCO pour le site de Roșia Montană. Les observateurs ont célébré cet "automne roumain" qui a permis de mettre fin à "l'apathie civique étouffante en Roumanie"¹⁴.

De nombreuses institutions renommées se sont également positionnées contre la mine, y compris la plus haute institution culturelle et scientifique de Roumanie, l'Académie Roumaine¹⁶, l'Académie de Bucharest pour les études économiques¹⁷, l'Association

roumaine des architectes¹⁸, et différentes églises¹⁹. La Société Financière Internationale (IFC pour ses acronymes en anglais) - institution de la Banque Mondiale qui prête au secteur privé - a refusé son soutien à la mine controversée, évoquant "de considérables problèmes environnementaux et sociaux associés au projet"²⁰.

Cette pression publique massive contre la mine a conduit le Parlement roumain à finalement rejeter la loi Roșia Montană²¹. En décembre 2015, le ministre de la culture a classé la communauté entière de Roșia Montană comme site historique d'importance nationale, confirmant et étendant le statut de zone protégée qui a protégé la région des activités industrielles, y compris des activités minières, depuis le début des années 1990²². Début 2017, le ministère a officiellement déposé une demande de reconnaissance du site Roșia Montană au Patrimoine mondial de l'UNESCO²³. En 2016, le gouvernement roumain a présenté au Parlement une proposition de moratoire de 10 ans sur l'utilisation du cyanure dans les mines²⁴.

Que des personnes ordinaires aient pu arrêter ce projet minier extrêmement lucratif est une immense victoire.

Les chercheurs Shaazka Beyerle & Tina Olteanu dans *Foreign Policy Magazine*²⁵

MACHINATIONS POLITIQUES ET VIGILANCE DES TRIBUNAUX

Dernièrement, le projet minier a été stoppé par les tribunaux roumains. Des associations de protection de l'environnement et d'habitants ont remis en question plusieurs procédures et permis des autorités roumaines destinés à approuver la proposition de mine, comme les permis liés à la planification urbaine, à l'environnement et à l'héritage culturel. Pour chaque cas, les tribunaux ont découvert que les permis ont été obtenus illégalement, n'étant pas en conformité avec les lois environnementales. Des preuves de fraude administrative par différentes autorités ont également été découvertes. Un total de dix permis et plans, dont *Gabriel Resources* avait besoin pour développer la mine, ont été annulés irrévocablement par les tribunaux.

Dès les débuts du projet de la mine de Roșia Montană, des signes de corruption politique, de tromperie et de mauvaise gestion impliquant l'entreprise, les gouvernements ainsi que les régulateurs supervisant l'industrie minière roumaine étaient visibles. Dans un article récent du *Foreign Policy Magazine*, deux chercheurs ont écrit: "le projet minier Roșia Montană a montré comment des intérêts personnels (y compris ceux des médias, des fonctionnaires locaux, et même des élus nationaux) bénéficiant des pots de vin et des fraudes essayeront de contourner l'État de droit et les processus démocratiques"²⁶.

De toute évidence, une alliance étroite s'est établie entre la multinationale aurifère, les politiciens à travers tout le spectre politique et les médias mainstream.

Alexandra Manea, consultante juridique à la Banque Mondiale²⁷

Lorsqu'en 1997 *Gabriel Resources* a créé l'entreprise commune Roșia Montană Gold Corporation (RMGG) en partenariat avec l'entreprise étatique roumaine Minvest, l'opération avait été critiquée parce qu'elle ne respectait pas les exigences de divulgation publique. En 1999, Minvest a obtenu une licence pour développer la mine d'or, mais en étant exemptée

des processus d'appels d'offres réglementaires. Cette licence reste "l'un des secrets les mieux gardés du gouvernement roumain", même si un rapport du Parlement roumain n'a pu trouver aucune raison justifiant ce secret²⁸. Une liste des fonctionnaires ayant bénéficié financièrement de RMGG a été envoyée à une commission parlementaire en 2013, mais elle est également restée secrète²⁹.

Ils utilisent les mêmes tactiques que celles utilisées par la Securitate (l'ancienne police secrète) avant 1989 : intimidation, tromperie, pression sur la famille, corruption. Mais particulièrement les intimidations.

Eugen David, fermier de Roșia Montană et président de l'organisation communautaire Alburnus Maior³³



"Les multinationales ne font pas les lois!"

RMGG a également injecté des millions dans des campagnes de lobbying et dans les médias afin de dé-légitimer et réprimer l'opposition à la mine de Roșia Montană. En 2010, l'entreprise commune a également financé un "voyage de recherche" dans une mine d'or en Nouvelle Zélande pour 20 journalistes et responsables de médias les plus connus. Ce "voyage de recherche" aurait coûté plus de 10 000€ par personne³⁰. En 2013, le Conseil national audiovisuel de Roumanie (CNA), découvrant que RMGG avait engagé des dépenses considérables en publicité dans les chaînes télévisées, radios, journaux et sur les blogs a dû intervenir et interdire les publicités de l'entreprise dans tous ces canaux³¹. Selon les résidents, RMGG a également payé des personnes pour manifester en faveur de la mine, les envoyant en ville à chaque fois que des hommes politiques ou que la presse étaient sur place³².

LA VRAIE MINE D'OR DE GABRIEL RESSOURCES: L'ISDS

Malgré les millions dépensés, l'opposition démocratique et légale a empêché *Gabriel Resources* d'ouvrir la mine. En réaction, l'entreprise essaye maintenant d'imposer ses intérêts par d'autres moyens juridiques. Depuis juillet 2015, l'entreprise est en procès contre l'État roumain contre lequel elle a porté plainte en vertu d'un mécanisme de règlement des différends entre investisseur et État (ISDS pour ses acronymes en anglais)³⁴. *Gabriel Resources* prétend que la Roumanie a enfreint plusieurs obligations auxquelles elle était soumise dans le cadre de ses accords bilatéraux d'investissement avec le Canada et le Royaume Uni, parce qu'elle aurait "échoué" à délivrer les

permis requis. Selon les déclarations de la presse, la multinationale veut obtenir jusqu'à 4 milliards de dollars en compensation des métaux (or et argent) qu'elle n'a pu extraire à Roșia Montană³⁵. Cette somme équivaut à 2% de l'économie du pays, et à la moitié du budget annuel national pour la santé. Oublions la mine de métaux précieux: la plainte en elle-même pourrait devenir la véritable mine d'or de la multinationale.

Gabriel Resources réclame des compensations aberrantes alors même que nous avons prouvé, à travers les nombreux procès gagnés ces dernières années, que le projet minier Roșia Montană est illégal.

Stefania Simion, de l'équipe juridique de l'organisation communautaire Alburnus Maior³⁶

ENCADRÉ 2 :

Des chiffres révélateurs du monde des règlements des différends investisseur-État (ISDS)⁴¹

- Les affaires investisseur-État se sont multipliées ces 20 dernières années. De **3** cas connus en 1995, nous sommes passés à une moyenne de **49** nouveau cas chaque année ces 10 dernières années. L'année 2015 a connu le record absolu avec **74** nouveaux cas.
- Globalement, les Nations unies ont dénombré **767** différends investisseur-État au 1er janvier 2017, mais comme les arbitrages peuvent être gardés secrets sous certaines circonstances, les vrais chiffres pourraient être bien plus élevés.
- En février 2017, **près d'un quart** de tous les cas en cours au Centre de Règlement des Différends liés à l'investissement de la Banque Mondiale (ICSID pour ses acronymes en anglais), où la plupart des différends investisseur-État sont jugés, concernaient des activités pétrolières, gazières et minières⁴².
- **Un quart** des plaintes investisseur-État lancées se terminent par un règlement, le plus généralement impliquant des paiements ou des changements de lois ou de réglementations pour apaiser les investisseurs non satisfaits.
- Les montants des compensations peuvent atteindre des sommes astronomiques. Le dommage le plus élevé connu à ce jour s'élève à **50 milliards de dollars**, et a été ordonné à la Russie, en faveur des anciens détenteurs majoritaires de la compagnie pétrolière et gazière Yukos.
- À ce jour, les principaux bénéficiaires financiers ont été les grandes multinationales et les individus riches: **94,5%** des compensations connues ont été accordées à des multinationales ayant au moins 1 milliard de dollars de chiffre d'affaires annuel, ou à des individus ayant plus de **100 millions** de dollars de patrimoine net⁴³.
- Les coûts juridiques atteignent en moyenne **4,5 millions de dollars** pour chaque partie au procès⁴⁴, mais ils peuvent également être bien plus élevés. Dans le cas contre la Russie, les avocats de Yukos à eux seuls ont facturé à l'entreprise 74 millions de dollars, alors que les 3 arbitres du tribunal ont présenté une facture de **7,4 millions** pour eux seuls⁴⁵. Comme les coûts juridiques ne sont pas toujours rétrocédés à la partie gagnante, les États doivent payer les factures même s'ils ne perdent pas.

Les multinationales essayent d'obtenir discrètement, à travers des accords commerciaux négociés secrètement, ce qu'elles ne pourraient pas obtenir avec un processus politique transparent.

L'économiste lauréat du prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz⁴⁰



Des habitants de Roșia Montană ont été arrêtés après une manifestation contre le projet de mine d'or.
Photo: Laura Muresan

Les mécanismes ISDS sont inclus dans des milliers d'accords de commerce ou d'investissement internationaux à travers le monde. Ces mécanismes permettent aux multinationales de poursuivre en justice des gouvernements, si des mesures prises par des Parlements, des gouvernements et des tribunaux sont accusées de violer les droits des investisseurs (de portée considérable) inclus dans les traités. Ces poursuites contournent les tribunaux nationaux et ont lieu devant des tribunaux internationaux d'arbitrage constitués de trois avocats privés ayant des intérêts financiers évidents liés à ce système³⁷ et qui décident si les intérêts privés sont plus importants que le bien commun. Ces arbitres interprètent souvent la loi d'une façon favorable aux entreprises multinationales³⁸. À travers le monde, les tribunaux investisseur-État ont accordé des milliards de dollars (provenant de l'argent des contribuables) aux grosses multinationales, souvent en compensation suite à des mesures prises dans l'intérêt public³⁹.

PROCÉDURES SECRÈTES, FINANCEMENT DE WALL STREET

Au moment de la publication originale de cette étude en anglais en février 2017, l'entreprise *Gabriel Resources* et le gouvernement roumain n'avaient toujours pas révélé au grand public la procédure de règlement des différends investisseur-État. Les documents clés restent toujours tenus secrets et la première audience de cette procédure s'est tenue à Washington sans aucune retransmission en ligne, rendant alors impossible pour les citoyens de suivre cette affaire. Dans les plaintes « ISDS », il revient aux parties engagées dans le litige d'autoriser la transparence de la procédure. Selon l'avocat Marcos Orellana, conseiller d'*Alburnus Maior*, un groupe d'habitants de Roșia Montană qui tente de se faire entendre dans cette affaire, « il est raisonnable de conclure que... le gouvernement roumain ne veut pas que les citoyens aient accès » à cette affaire⁴⁶. Grâce à la pression de la société civile, des documents sur cette affaire ont finalement été publiés en ligne, notamment la notification de lancement d'une procédure d'arbitrage par l'entreprise⁴⁷.

Lorsque des fonds de cette envergure soutiennent des poursuites contre des gouvernements au bord de la faillite, cela augmente la probabilité que le gouvernement cède et revienne sur les mesures attaquées par ces entreprises.

L'association environnementale Sierra Club à propos du financement du procès⁵²

Malgré son aspect confidentiel, il est apparu avant la révélation de ces documents que la plainte de *Gabriel Resources* a été financée par *Tenor Capital Management*, un fonds de pension basé à Wall Street. Ce dernier a pris en charge les frais des avocats assurant la défense de *Gabriel Resources* en échange d'un partage de la compensation financière que l'entreprise devrait gagner⁴⁸. Ce fonds de pension a déjà plus que largement profité d'un arbitrage ISDS avec une autre entreprise minière canadienne, *Crystallex* : *Tenor Capital Management* devrait récupérer à partir de 2016 35 % de l'amende d'1,4 milliard de dollars que le Venezuela doit verser à l'entreprise – soit un bénéfice de plus de 1000 % par rapport aux 36 millions

de dollars investis initialement dans la plainte.⁴⁹ De tels arrangements financiers permettent à des entreprises comme *Gabriel Resources* de mener des batailles juridiques de longue haleine, tout en faisant grimper les coûts de défense pour les États et donc d'accroître la probabilité qu'ils cèdent aux demandes des entreprises.⁵⁰ Les fonds aident également les investisseurs à mettre sur pied une stratégie d'« escalade graduelle » qui comprend d'autres plaintes, des campagnes publiques et des interventions sur d'autres accords que le pays négocie.⁵¹ En d'autres termes : contraindre le pays à un arrangement.

LE GOUVERNEMENT CÈDE-T-IL AUX DEMANDES DE *GABRIEL RESOURCES* ?

Gabriel Resources semble obtenir gain de cause. Selon un communiqué de presse publié en septembre 2016 par la société, faisant état du « progrès » dans son contentieux avec la Roumanie, les autorités fiscales roumaines ont « partiellement abandonné » une demande de remboursement d'un abattement fiscal que l'entreprise devait à l'État roumain. Les autorités ont apparemment également promis de « relancer » le contrôle fiscal que l'entreprise *Gabriel Resources* avait considéré comme « long, coûteux et ... de nature abusive ». La créance fiscale annulée s'élevait à environ 8,6 millions de dollars.⁵³

Il n'est pas rare que le dépôt (ou la menace) d'une plainte investisseur-État coûteuse influence le comportement des décideurs politiques, réalisant qu'ils devront payer s'ils veulent protéger l'environnement ou les citoyens. Dans le cadre du règlement du différend investisseur-État opposant Vattenfall, une entreprise suédoise du secteur de l'énergie, à l'Allemagne, cette dernière a assoupli ses réglementations environnementales pour les centrales à charbon, satisfaisant ainsi les demandes de la compagnie.⁵⁴ Le géant minier américain *Newmont Mining* a utilisé avec succès une procédure d'arbitrage investisseur-État contre l'Indonésie pour obtenir des clauses spéciales dans le code minier en discussion. Finalement, l'entreprise a retiré sa plainte une fois que les exceptions voulues ont été inscrites dans la loi.⁵⁵

Lorsqu'ils envisagent d'engager une plainte ... les investisseurs doivent garder à l'esprit qu'environ 30 à 40 pour cent des litiges relatifs aux investissements sont habituellement réglés avant le verdict final. Lancer une plainte peut créer un effet de levier pour aider l'investisseur à atteindre un résultat satisfaisant.

Cabinet juridique Dentons « conseils pratiques » pour les investisseurs étrangers⁵⁶

Si Gabriel arrive à ses fins, ce magnifique paysage deviendra un paysage d'horreur.

Photo: Stephanie Danielle Roth



ENCADRÉ 3 :

Comment l'entreprise Gabriel Resources utilise le droit des investisseurs étrangers dans sa bataille juridique contre la Roumanie.

Gabriel Resources a justifié sa procédure de règlement des différends investisseur-État contre la Roumanie en 2015 en invoquant « l'échec des gouvernements roumains successifs à avancer sur » le projet de la mine Roșia Montană⁶¹.

Cette entreprise dont le siège social est au Canada, mais dont les actifs financiers roumains sont détenus par une filiale hébergée dans le paradis fiscal de Jersey, accuse la Roumanie d'avoir violé à trois reprises les droits des investisseurs étrangers inscrits dans ses traités d'investissement bilatéraux avec le Canada et le Royaume-Uni : le droit à un traitement juste et équitable, la protection contre toute procédure discriminatoire, et la protection contre l'expropriation directe et indirecte⁶².

Sur l'**expropriation**, l'entreprise prétend que différentes actions et inactions du gouvernement roumain ont « bloqué et empêché la mise en œuvre » de la mine, « et ont ainsi privé l'entreprise Gabriel de l'intégralité de la valeur de ses investissements »⁶³. Elle cherche à obtenir « réparation complète... pour la privation de ses droits à développer le projet minier »⁶⁴.

Selon l'entreprise, la norme de **traitement juste et équitable** prévue dans les traités de la Roumanie « protège les investisseurs contre toute une série d'actes d'omissions potentielles imputables à l'État hôte » comme « l'omission d'agir de manière cohérente » et « la violation d'attentes légitimes de la part des investisseurs »⁶⁵.

Gabriel Resources a fait état des « retards persistants dans la délivrance des autorisations »⁶⁶, le fait que la Roumanie ait « réussi à inscrire Roșia Montană sur la liste des candidats au patrimoine mondial de l'UNESCO »⁶⁷ et ainsi « politiser » le processus d'obtention du permis⁶⁸, comme des preuves évidentes du traitement injuste que l'entreprise a du subir. De façon plus générale, l'entreprise s'est plainte du fait que la mine de Roșia Montană « n'est plus un sujet normal, analysé par les autorités administratives compétentes chargées de son contrôle » mais « est désormais otage d'un conflit opposant des factions politiques rivales »⁶⁹.

Gabriel Resources accuse aussi la Roumanie de **discrimination**,⁷⁰ mais les informations disponibles publiquement rendent difficile de savoir ce que l'entreprise reproche au pays.

Gabriel Resources exige une **indemnisation** pour les « pertes et dégâts très importants »⁷² que l'entreprise a subi. Elle déclare avoir engagé plus de 650 millions de dollars pour développer la mine Roșia Montană – pour des études, des explorations, du matériel, etc.⁷³ Toutefois, l'indemnisation réclamée sera vraisemblablement beaucoup plus élevée et intégrera aussi la valeur que l'entreprise aurifère considère inhérente à « la licence d'exploitation et les droits de propriété associés »,⁷⁴ En d'autres termes : les profits que l'entreprise aurait réalisés si elle avait pu extraire de l'or et de l'argent de la mine de Roșia Montană. Selon un communiqué de presse, Gabriel Resources réclame jusqu'à 4 milliards de dollars de compensation⁷⁵ - soit environ deux pour cent de l'économie roumaine, ou encore, la moitié du budget national consacré à la santé.

Si un seul des arguments avancé par Gabriel Resources est accepté par le tribunal, il pourra alors imposer une indemnité de compensation à la Roumanie. Cette sentence pourra s'appliquer dans toutes les juridictions nationales à travers le monde.

Nous avons un très bon dossier, qui nous permettrait de prétendre à 4 milliards de dollars.

Jonathan Henry, directeur général de Gabriel Resources⁷¹

Il y a donc de bonnes raisons de craindre que la plainte de l'entreprise *Gabriel Resources*, qui s'élève à plusieurs milliards de dollars, finisse par aboutir à un compromis : celui de laisser se réaliser le projet minier Roşia Montană, bien qu'il soit contraire aux lois roumaines et européennes. Selon le site internet de l'entreprise, le projet est « complètement défini et actuellement en phase d'obtention des permis »⁵⁷. Et selon une présentation faite par l'entreprise en février 2015, la « sentence arbitrale » pourrait ouvrir « une potentielle voie au développement du projet »⁵⁸. Depuis le début de cette procédure de règlement des différends investisseur-État, *Gabriel Resources* a souligné à de nombreuses reprises qu'elle « continue à chercher un engagement au plus haut niveau des autorités roumaines, afin de résoudre le différend à l'amiable » et de développer la mine⁵⁹. Mais dans le cas contraire, *Gabriel Resources* pourrait également s'en aller avec une somme considérable d'argent public en compensation.

L'ISDS est tellement biaisé et imprévisible, les amendes que les arbitres peuvent imposer sont tellement ahurissantes, que satisfaire les exigences de l'entreprise, si extrêmes soient-elles, peut ressembler au choix le plus prudent.

Chris Hamby, journaliste et vainqueur du Prix Pulitzer⁶⁰

LES CAS ISDS COMME CELUI DE ROŞIA MONTANĂ POURRAIENT SE MULTIPLIER

Pendant ce temps, l'Union Européenne est en train de négocier de nombreux accords commerciaux qui menacent d'étendre massivement les procédures ISDS, et soumettront les États à une responsabilité sans précédent envers les investisseurs. Il s'agit notamment du projet de partenariat transatlantique sur le commerce et l'investissement (PTCI ou TAFTA ou TTIP), qui est en négociation avec les États-Unis depuis 2013, et de l'Accord économique et commercial global (AECG ou CETA) avec le Canada, actuellement en cours de ratification.

Compte tenu des encours et flux importants de l'investissement transatlantique, l'introduction dans le TTIP et le CETA d'une protection de l'investissement étranger sera potentiellement à l'origine d'un grand nombre de plaintes entre investisseurs et États et, consécutivement, de frais juridiques élevés et de milliards de dommages et intérêts prélevés sur les budgets publics.

Une déclaration de 101 professeurs de droit, de 24 pays d'Europe différents qui s'opposent aux droits des investisseurs prévus dans le CETA et le TAFTA/TTIP⁷⁶.



Des milliers de personnes sont descendues dans les rues à travers l'Europe pour protester contre le TAFTA/TTIP et le CETA.
Photo: Global Justice Now

Le TAFTA/TTIP à lui seul primerait sur tous les traités existants qui autorisent un règlement des différends investisseur-État. D'un seul coup, le TAFTA/TTIP pourrait multiplier par onze le nombre d'entreprises basées aux États Unis qui pourraient porter plainte devant des tribunaux internationaux contre des mesures de protection environnementale, sanitaire et de défense de l'intérêt général. Quatre entreprises américaines sur cinq exerçant une activité dans l'Union européenne (41 811) pourront utiliser le CETA pour porter plainte contre l'Union européenne et ses États membres, via leurs filiales implantées au Canada⁷⁷. Le CETA augmentera également les risques de plaintes dans les secteurs minier, du pétrole et du

gaz, des secteurs où les investissements canadiens sont particulièrement importants. De nombreuses entreprises canadiennes sont déjà engagées dans des projets controversés liés à l'exploitation de ressources naturelles dans l'Union Européenne⁷⁸. Sans surprise, l'industrie minière s'est réjouie de la mise en œuvre du CETA le qualifiant « d'accord historique » qui aura des « conséquences cruciales pour les miniers »⁷⁹.

Vraisemblablement, la meilleure avancée que comporte le CETA pour les entreprises minières des deux côtés de l'Atlantique, est qu'il comporte un dispositif de règlement des différends investisseur-État.

Publication du secteur minier dans *Mineweb*⁸⁰

S'ATTAQUER AU CETA

La plainte déposée par *Gabriel Resources* contre la Roumanie démontre comment les multinationales utilisent les droits des investisseurs étrangers dans les traités d'investissement existants, pour réclamer potentiellement des milliards de dollars de dédommagement (voir encadré 3 page 10). Sous la nouvelle appellation de "système juridictionnel de protection des investissements" ou ICS pour *Investment Court System* en anglais, les accords commerciaux négociés par l'Union Européenne tels que le CETA, contiennent globalement les mêmes dispositions avantageuses pour les entreprises.⁸¹ Par exemple :

- Le CETA protège un large domaine d'« investissements » qui vont des marques déposées à la dette souveraine. Il protège explicitement « un intérêt émanant » de concessions ou de contrats similaires pour « rechercher, cultiver, extraire ou exploiter des ressources naturelles » (article 8.1). En d'autres termes : des permis comme celui de Gabriel Resources ;
 - Le CETA comprend des dispositions vastes et mal définies qui protègent les investisseurs, à l'image du « traitement juste et équitable » (article 8.10), ouvrant la porte aux dépôts de plaintes d'entreprises contre les États ;
 - Le CETA protège explicitement les « attentes légitimes » des investisseurs (article 8.10). Les revendications de Gabriel Resources que
- les « nombreuses déclarations » des autorités roumaines ont créé des « attentes légitimes » quant à la possibilité pour la mine de voir le jour⁸², attentes qui ont finalement échoué. Ce type de revendications sont valables avec le CETA ;
 - Plusieurs clauses et qualificatifs contenus dans le CETA sont peu précis et restent soumis à interprétation, à l'image de l'annexe qui limite les possibilités d'expropriation lorsqu'il s'agit d'un secteur d'intérêt général (annexe 8-A, une copie de l'annexe B du traité d'investissement entre le Canada et la Roumanie⁸³). La charge de la preuve incombe aux gouvernements qui doivent prouver que les mesures adoptées sont « conçues et appliquées » pour atteindre des objectifs « légitimes » et non « excessifs ». Les arguments avancés par Gabriel Resources selon lesquels certaines actions entreprises par le gouvernement étaient « injustifiées »⁸⁴, « abusives et arbitraires »⁸⁵ pourraient facilement s'opposer aux termes précédents.



Les habitants de Roșia Montană continuent à résister : "Ce terrain n'est pas à vendre"

Photo : Stephanie Danielle Roth

- La possibilité de devoir dédommager les investisseurs pour des pertes de profits futurs espérés est incluse dans le CETA. Elle autorise des demandes d'indemnisations exorbitantes, comme celle de Gabriel Resources qui réclame 4 milliards de dollars de dommages et intérêts pour une mine qui n'est même pas construite.
- Avec le CETA, les plaintes investisseur-État seront tranchées par un tribunal composé de trois arbitres rémunérés. À la différence des juges, ils n'auront pas de salaires fixes mais seront payés au cas par cas, à raison

de 3000 dollars par jour (article 8.27.14, qui se réfère à la rémunération standard dans l'arbitrage d'investissements). Dans un système unilatéral où seuls les investisseurs peuvent enclencher des poursuites, cela crée une forte incitation à se ranger de leur côté – car tant que ce système rapporte aux investisseurs, cela signifie d'avantage de plaintes déposées et donc d'avantage de rémunération pour les arbitres.

Nous ne pouvons pas savoir comment une plainte, à l'image de celle de *Gabriel Resources*, contre l'Union Européenne ou un État membre serait tranchée. Mais les droits des investisseurs prévus dans le CETA, et dans d'autres traités commerciaux négociés par l'Union Européenne, ouvre la voie à d'autres plaintes de ce genre contre des États, à hauteur de plusieurs milliards de dollars.⁸⁶

Si vous allez dans un pays pour gagner de l'argent, il serait normal d'imaginer que vous vous soumettiez au système juridique de ce pays. Mais les investisseurs, eux, veulent avoir leur propre juridiction, c'est une attaque frontale au concept d'État de droit.

Alfred de Zayas, expert de l'ONU pour la promotion d'un ordre international démocratique et équitable⁸

IL FAUT SAUVER ROŞIA MONTANĂ !

Mais le CETA et les autres accords commerciaux de l'Union Européenne font face à une opposition massive partout en Europe – et les privilèges accordés aux investisseurs étrangers sont au cœur de la contestation populaire. Une pétition record contre le TAFTA/TTIP et le CETA a recueilli plus de 3,5 millions de signatures.⁹⁴ Syndicats, consommateurs, associations de défense de l'environnement et de la santé, petites et moyennes entreprises (PME), tous s'opposent à ces accords.⁹⁵ Plus de 2100 collectivités locales ou régionales se sont déclarées "hors TAFTA-TTIP/CETA", souvent dans le cadre de résolutions communes.⁹⁶ Des avocats et différentes associations de juristes ont pris position contre les droits spéciaux qui protègent les investisseurs étrangers dans ces deux accords.⁹⁷

ENCADRÉ 4 :

Le vilain secret canadien : les abus de l'industrie minière

Environ trois quarts des entreprises minières dans le monde ont leur siège social au Canada, y compris la plus grande entreprise d'extraction d'or : Barrick Gold Corporation. Les entreprises minières canadiennes sont implantées sur plus de 8000 sites dans plus de 100 pays à travers le monde.⁸⁸ Alors que l'Amérique latine et l'Afrique sont les endroits où elles sont le plus implantées, en 2015, 63 entreprises minières canadiennes avaient des activités dans l'Union Européenne, et possédaient des actifs d'une valeur supérieure à 1 milliard de dollars canadiens au Portugal, en Espagne et en Finlande.⁸⁹

Des atteintes sérieuses aux droits humains, prouvées et systématiques, ont été constatées sur différentes exploitations minières tenues par des entreprises canadiennes : viols, meurtres, violences, déplacements forcés, menaces de mort, dégradations environnementales détruisant les moyens de subsistance des populations – il n'y a que très peu de formes de violences qui n'ont pas été constatées. Selon Human Rights Watch, "l'impact des entreprises minières canadiennes sur l'ensemble des droits humains est énorme".⁹⁰

Les entreprises minières canadiennes font partie des pires au monde en ce qui concerne l'utilisation des règlements des différends investisseur-État pour intimider les gouvernements en matière de protection de l'environnement : jusqu'en 2015, 62 pour cent des 55 cas ISDS qui impliquent un investisseur canadien concernaient les ressources naturelles ou le secteur de l'énergie. Et 58 pour cent des plaintes concernaient la gestion des ressources naturelles ou des mesures de protection de l'environnement.⁹¹

Le gouvernement canadien a été accusé de défendre et de financer des entreprises minières impliquées dans la violation de droits humains – plutôt que de les mettre face à leurs responsabilités. Dans la continuité de la précédente administration, le gouvernement de Trudeau a, selon Human Rights Watch, échoué à contrôler, a fortiori à réglementer, les atteintes aux droits humains causées par des entreprises canadiennes qui opèrent à l'étranger.⁹²

La politique commerciale canadienne se développe agressivement ces dernières années, donnant aux miniers canadiens une grande flexibilité pour se développer sur les marchés nouveaux et émergents.

L'association minière du Canada⁹³

Gabriel Resources est réellement en train d'essayer de faire payer la Roumanie pour avoir poussé ses législateurs à prendre la bonne décision.

Claudia Ciobanu, journaliste roumaine⁹⁸

Sans surprise, forte de l'expérience de la plainte investisseur-État engagée par *Gabriel Resources*, la campagne "Sauvons Roșia Montană!" a été très active dans la bataille contre le TAFTA/TTIP et le CETA, luttant pour stopper les négociations du TAFTA/TTIP et pour faire échec à la ratification nationale et européenne du CETA. Mais cette campagne a également besoin de soutiens internationaux pour renforcer la pression sur *Gabriel Resources*, pour qu'enfin cette entreprise quitte une bonne fois pour toutes le territoire de Roșia Montană. La campagne a également besoin de soutien pour accentuer la pression sur le gouvernement roumain afin qu'il refuse et s'oppose à l'outrageux arbitrage d'investissement qui lui est imposé, mais aussi pour informer pleinement les citoyens sur l'ensemble de cette procédure. La Roumanie doit protéger sa population et son environnement face aux pratiques destructrices des entreprises minières. Le pays doit s'engager pour la justice environnementale qui commence au niveau local – et pourrait signifier le refus de toute activité minière.

Mais pour cela, il faut d'abord se protéger de ce genre de plaintes d'entreprises prédatrices, comme le font d'autres pays menacés par des cas ISDS.

Ce serait une bonne nouvelle si l'entreprise s'en allait. Nous allons nous battre jusqu'au dernier souffle. Nous ne lâcherons pas, peu importe ce qu'il se passe.

Jozsefina Vajeda, habitante de Roșia Montană⁹⁹

ENDNOTES

- 1 Salvati Roșia Montană, 'All about Roșia Montană mining project'.
- 2 Parlement européen, 5 mai 2010 'Résolution du Parlement européen du 5 mai 2010 sur l'interdiction générale de l'utilisation des technologies à base de cyanure dans l'industrie minière de l'Union européenne'.
- 3 UNEP/ OCHA, 'The Cyanide Spill at Baia Mare, Romania. Before, During and After', 2000.
- 4 McCrath, Stephen, 'Roșia Montană and Dirty Politics', *Huffington Post*, 21 October 2013.
- 5 Parlement européen, 16 décembre 2004 'Résolution du Parlement européen sur les progrès réalisés par la Roumanie sur la voie de l'adhésion (COM(2004)0657 – C6-0151/2004 – 2004/2184(INI))'
- 6 See, for example: University of Queensland Centre for Social Responsibility in Mining, 'Social Impacts of Closure of Newmont Waihi Gold operations', October 2009.
- 7 Interviewed for the video 'In Defence of Life' by the Gaia Foundation, 17:47.
- 8 Roșia Montană in Patrimoniul Mondial, UNESCO, 'Outstanding Universal Value – criteria'.
- 9 Roșia Montană in Patrimoniul Mondial, UNESCO, 'Protection and management'.
- 10 'Statement by the Romanian Academy regarding the Roșia Montană mine proposal', 27 February 2006.
- 11 Salvati Roșia Montană, 'All about Roșia Montană mining project'.
- 12 Harosa, Liviu Marius and others: 'Analysis of the draft law to permit the Roșia Montană mining proposal', October 2013.
- 13 Besliu, Raluca, "The Arab Spring, the Turkish Summer, The Romanian Autumn": Romanian protests as a model of peaceful demonstration', *CNN iReport*, 6 September 2013.
- 14 Besliu, Raluca, "The Arab Spring, the Turkish Summer, The Romanian Autumn": Romanian protests as a model of peaceful demonstration', *CNN iReport*, 6 September 2013.
- 15 Interviewed for the video 'In Defence of Life', 22:16.
- 16 'Statement by the Romanian Academy regarding the Roșia Montană mine proposal', 27 February 2006.
- 17 Academia de Studii Economice, 'Adevărul despre proiectul Roșia Montană', 14 June 2010.
- 18 Uniunea Arhitecților din Romania, 'Poziția UAR privind proiectul Roșia Montană Gold Corporation', 30 November 2010.

POUR RESTER INFORMÉ.E ET POUR NOUS CONTACTER :

WWW.ROSIAMONTANA.ORG

- 19 'News Release. Romania's Latest Gabriel Resources Rebel: The Orthodox Church', 12 November 2003.
- 20 'Romanian Gold-Mine Loan Blocked by World Bank Chief', *Wall Street Journal*, 11 October 2002.
- 21 Romanian Parliament, 'Proiect de Lege privind unele măsuri aferente exploataării minereurilor auro-argentifere din perimetrul Roșia Montană și stimularea și facilitarea dezvoltării activităților miniere în România'.
- 22 Ministerul Culturii, 'Lista Monumentelor 2015'.
- 23 Popescu, Daniel, 'Ministrul Alexandrescu: Am înscris Roșia Montană în Lista indicativă pentru Patrimoniul Mondial', *Agerpres*, 5 February 2016.
- 24 Mining Watch Romania, 'Romanian Government proposes a ban on cyanide use in mining for the next 10 years', 27 December 2016.
- 25 BeyerleShaazka/ Oteanu, Tina: 'How Romanian People Power Took On Mining and Corruption', *Foreign Policy Magazine*, November 2016.
- 26 Ibid.
- 27 Manea, Alexandra, 'The Gold War of Romania: Sustainable Development or Irreversible Damage?', *Sustainable Development Law & Policy* 14:3, 2014, 23-34, p. 28.
- 28 Ibid., p. 25f.
- 29 McCrath, Stephen, 'Roșia Montană and Dirty Politics', *Huffington Post*, 21 October 2013.
- 30 Ibid.
- 31 'CNA a decis sa intrerupa campania publicitara TV pentru Roșia Montană', *EcoMagazin*, 15 October 2013.
- 32 McCrath, Stephen, 'Roșia Montană and Dirty Politics', *Huffington Post*, 21 October 2013.
- 33 Interviewed for the movie 'Roșia Montană, town on the brink' by Fabian Daub, 12:30.
- 34 Gabriel Resources Ltd. and Gabriel Resources (Jersey) v. Romania (ICSID Case No. ARB/15/31).
- 35 Quoted in: Koven, Peter, 'Gabriel Resources CEO threatens legal action of Romania rejects Roșia Montană gold mine', *Financial Post*, 11 September 2013.
- 36 Quoted in: Press release by Alburnus Maior, 'Gabriel Resources starts to lose everything at Roșia Montană: the environmental permit for the industrial area's urban plans was suspended', 21 September 2015.
- 37 Corporate Europe Observatory/Transnational Institute, 'Profiting from injustice: How law firms, arbitrators and financiers are fuelling an investment arbitration boom', 2012, chapter 4.
- 38 See: Van Harten, Gus, 'Arbitrator Behaviour in Asymmetrical Adjudication: An Empirical Study of Investment Treaty Arbitration', *Osgoode Hall Law Journal* 50.1 (2012), 211-268; Van Harten, Gus, 'Arbitrator Behaviour in Asymmetrical Adjudication (Part Two): An Examination of Hypotheses of Bias in Investment Treaty Arbitration', *Osgoode Hall Law Journal* 53.2 (2016), 540-586.
- 39 Pour une sélection de cas, veuillez vous rendre sur le site ISDS platform.
- 40 Stiglitz, Joseph: 'Developing countries are right to resist restrictive trade agreements', *The Guardian*, 8 November 2013.
- 41 UNCTAD, 'World Investment Report 2016', p. 104ff; see also UNCTAD's Investment Dispute Settlement Navigator (accessed on 6 February 2017).
- 42 50 des 216 cas, en cours de procédure le 6 février étaient dans les secteurs du pétrole, du gaz et des mines. Voir le site Internet ICSID website.
- 43 Gus Van Harten, 'Who was awarded compensation in past ISDS awards?', 2015.
- 44 Matthew Hodgson, 'Counting the Costs of Investment Treaty Arbitration', *Global Arbitration Review*, 24 March 2014.
- 45 Sebastian Perry, 'The cost of Yukos', *Global Arbitration Review*, 29 July 2014.
- 46 Press release by CIEL and Alburnus Maior, 'Romania's government agrees to a complete lack of transparency in the Roșia Montană arbitration case', 6 October 2016.
- 47 Gabriel Resources Ltd. and Gabriel Resources (Jersey) v. Romania (ICSID Case No. ARB/15/31), disponible sur : <https://icsid.worldbank.org/en/Pages/cases/casedetail.aspx?CaseNo=ARB/15/31>
- 48 Gabriel Resources, 'Press release. Closing of Private Placement', 14 July 2016.
- 49 Strickler, Andrew, '\$1.4B Arbitration Windfall A Beacon For Private Funders', *Law360*, 5 May 2016.
- 50 Corporate Europe Observatory/Transnational Institute, 'Profiting from injustice: How law firms, arbitrators and financiers are fuelling an investment arbitration boom', 2012, chapter 5.
- 51 Lawyer and consultant Peter Griffin, quoted in: Hamby, Chris, 'How Big Banks Bled A Tiny Island Nation', *Buzzfeed News investigation*, 31 August 2016.
- 52 Keenlyside, Paul, 'When You Thought Trade Deals Could Not Get Any Worse – Enter Wall Street', 16 December 2016.
- 53 Gabriel Resources, 'Press Release. Corporate Update – Romania Reverses its Prior VAT Assessment/ Arbitration Progress', 27 September 2016.
- 54 For a comprehensive recap on the case, see: Nathalie Bernasconi, 'Background paper on Vattenfall v. Germany arbitration', IISD.
- 55 Transnational Institute, 'The case of Newmont Mining vs Indonesia', 12 November 2014.
- 56 Liz Tout, Michelle Bradfield and Lucille De Silva, 'The latest renewables claim: Abengoa's subsidiary launches investment treaty proceedings against Spain', *Lexology*, 29 November 2013.
- 57 Gabriel Resources, 'Projects: Roșia Montană', accessed on 6 February 2017.
- 58 Gabriel Resources, 'The Roșia Montană Gold & Silver Project: A Project for Romania', presentation at the BMO Capital Markets 24th Global Metals & Mining Conference, February 2015.

- 59 Gabriel Resources, 'Third Quarter Report 2015', p.3.
- 60 Hamby, Chris, 'The Secret Threat That Makes Corporations More Powerful Than Countries', *Buzzfeed News investigation*, 31 August 2016.
- 61 Gabriel Resources, 'Annual Information form of Gabriel Resources LTD for the year ended December 31, 2015', 29 March 2016, p.9.
- 62 Ibid., p.5.
- 63 Gabriel Resources, 'Press release. Gabriel files for international arbitration against Romania', 21 July 2015, p.3.
- 64 Ibid.
- 65 Ibid., p.2.
- 66 Gabriel Resources, 'Press release. Gabriel Seeks Amicable Resolution of Mining Dispute', 20 January 2015.
- 67 Gabriel Resources, 'Press Release. Corporate Update – Romania Reverses its Prior VAT Assessment/ Arbitration Progress', 27 September 2016, p.2.
- 68 Gabriel Resources, 'Annual Information form of Gabriel Resources LTD for the year ended December 31, 2015', 29 March 2016, p.8.
- 69 Gabriel Resources, 'Press release. Gabriel Seeks Amicable Resolution of Mining Dispute', 20 January 2015.
- 70 Gabriel Resources, 'Annual Information form of Gabriel Resources LTD for the year ended December 31, 2015', 29 March 2016, p.5.
- 71 Ibid.
- 72 Ibid., p.10.
- 73 Ibid., p. 7, 10.
- 74 Ibid., p.10.
- 75 Quoted in: Reguly, Eric, 'Gabriel threatens Romania with billion-dollar lawsuit', *The Globe and Mail*, 11 September 2013.
- 76 Déclaration d'Octobre 2016 'Disposition juridique dans le TTIP et le CETA concernant les mécanismes de protection de l'investissement et de règlement des différends entre investisseurs et Etats'
- 77 Public Citizen, 'Tens of Thousands of U.S. Firms Would Obtain New Powers to Launch Investor-State Attacks against European Policies via CETA and TTIP', p.1.
- 78 Corporate Europe Observatory et autres, 'Marchander la démocratie', Septembre 2016, p.7f.
- 79 Keen, Kip, 'Landmark Canada/EU trade agreement could have major implications for miners', 23 October 2013.
- 80 Ibid.
- 81 Pour une analyse de l'approche de l'UE sur la protection des investissements, voir par exemple: Corporate Europe Observatory et autres, 'L'ISDS mort-vivant. Rebaptisée « ICS », la « Charte des pleins pouvoirs » des entreprises refuse de mourir', Février 2016; Gus van Harten, 'Key flaws in the European Commission's proposal for foreign investor protection in TTIP', *Osgoode Legal Studies Research Paper* No. 16/2016.
- 82 Gabriel Resources, 'Annual Information form of Gabriel Resources LTD for the year ended December 31, 2015', 29 March 2016, p.8.
- 83 'Agreement between the Government of Romania and the Government of Canada for the Promotion and Reciprocal Protection of Investments', 2009.
- 84 Gabriel Resources, 'Annual Information form of Gabriel Resources LTD for the year ended December 31, 2015', 29 March 2016, p.8.
- 85 Gabriel Resources, 'Press release. 2016 Third Quarter Report', 8 November 2016, p.2.
- 86 Voir aussi : Transnational Institute et autres, 'Le système juridictionnel des investissements mis à l'épreuve', Avril 2016.
- 87 Quoted in: van der Wolf, Marthe, 'Secret Arbitration System Affecting Romanian Community', *VOA News*, 6 October 2013.
- 88 MiningWatch Canada, <http://miningwatch.ca/>.
- 89 National Resources Canada, 'Canadian Mining Assets (CMA) by Country and Region, 2014 and 2015'.
- 90 Human Rights Watch, 'World Report 2017. Events of 2016. Canada', 2017.
- 91 Canadian Centre for Policy Alternatives, 'A Losing Proposition. The Failure of Canadian ISDS Policy at Home and Abroad', August 2005, p.6.
- 92 Human Rights Watch, 'World Report 2017. Events of 2016. Canada', 2017.
- 93 The Mining Association of Canada, 'Facts and Figures of the Canadian Mining Industry', February 2016, p.75.
- 94 'Interactive map of the European Initiative against TTIP and CETA', accessed 7 February 2017.
- 95 See, for example: 'Civil society groups call on European governments to reject the CETA agreement', 22 September 2016; 'Joint Canadian Trade Union statement on CETA', 15 September 2016; 'Small and medium-sized enterprise from across Europe call on European governments to reject the CETA agreement', 23 September 2016.
- 96 'TTIP free zones Europe', accessed 7 February 2017.
- 97 Voir par exemple : Déclaration d'Octobre 2016 'Disposition juridique dans le TTIP et le CETA concernant les mécanismes de protection de l'investissement et de règlement des différends entre investisseurs et Etats'; 'Statement from the European Association of Judges on the proposal from the European Commission on a New Investment Court System', November 2015.
- 98 Ciobanu, Claudia, 'Roşia Montană, an omen for TTIP', *Euractiv*, 27 July 2015.
- 99 Interviewed for the movie 'Roşia Montană, town on the brink' by Fabian Daub, 1:07:18.
- 100 Roth, Stephanie Danielle and Maier, Jürgen, 'Silence is Golden', 28 November 2016.

C'est l'histoire d'habitants d'un village ayant décidé de s'affranchir de la malédiction de l'or, de l'exemplarité de leur combat qui a incité un pays entier à les soutenir. Mais l'histoire est loin d'être terminée, malgré des sentences juridiques contraignantes, des preuves de corruption, des évaluations d'experts et une opposition populaire sans précédent, y compris de la part de ceux dont les droits de propriété sont garantis par la constitution du pays.

Stephanie Danielle Roth & Jürgen Maier, militants¹⁰⁰



Association Internationale de Techniciens Experts et Chercheurs (AITEC)

Créée par des urbanistes, économistes, cadres d'entreprises, juristes..., l'Aitec est une association de solidarité internationale engagée pour la justice économique, sociale et écologique. À travers la recherche, le plaidoyer et l'appui aux campagnes et aux mobilisations des mouvements sociaux et citoyens, l'Aitec participe à la construction d'une expertise ancrée dans la résistance et l'action critique. Elle s'efforce aussi de proposer des perspectives et des politiques alternatives.

www.aitec.reseau-ipam.org



Corporate Europe Observatory (ou CEO, Observatoire européen des lobbies) est un groupe de chercheurs militants qui a pour but de mettre en évidence et de contrer l'accès privilégié et l'influence dont jouissent les grandes entreprises et leurs lobbies dans l'élaboration des politiques européennes. Le CEO travaille en étroite collaboration avec des organisations qui défendent l'intérêt général et des mouvements sociaux, en Europe et au-delà, afin de construire une alternative à la domination et au pouvoir des grandes entreprises.

www.corporateeurope.org



The Independent Center for the Development of Environmental Resource (CIDRM - Le Centre indépendant pour le développement des ressources environnementales). Le CIDRM a été fondé par un groupe de spécialistes : communicants, juristes, graphistes et experts de la biodiversité, dans le but de soutenir les campagnes populaires en Roumanie s'opposant aux projets industriels destructeurs à grande échelle.



Mining Watch Roumanie

Mining Watch Roumanie est un réseau d'organisations ayant rejoint les communautés locales dans leurs efforts pour arrêter les projets miniers destructeurs à grande échelle. Mining Watch surveille et analyse les projets miniers et mène un travail de plaidoyer pour influencer les décideurs politiques afin de s'assurer que les populations locales puissent formuler leurs inquiétudes dans la définition de leur avenir.

www.miningwatch.ro



Association Alburnus Maior

L'association Alburnus Maior est une ONG basée à Roșia Montană. Fondée en 2000 par des propriétaires qui habitent à Roșia Montană et à Bucium, une commune voisine. Ils s'opposent à la vente de leurs propriétés – maisons et terrains – qui rendrait possible le projet de mine. La campagne nationale et internationale s'est construite sur l'opposition locale et s'oppose au projet de mine sur des fondements environnementaux, sociaux et économiques. Elle s'oppose également à la destruction d'un site unique classé dans le patrimoine culturel roumain.

www.rosiamontana.org